



ARRETÉ N° 26/2019

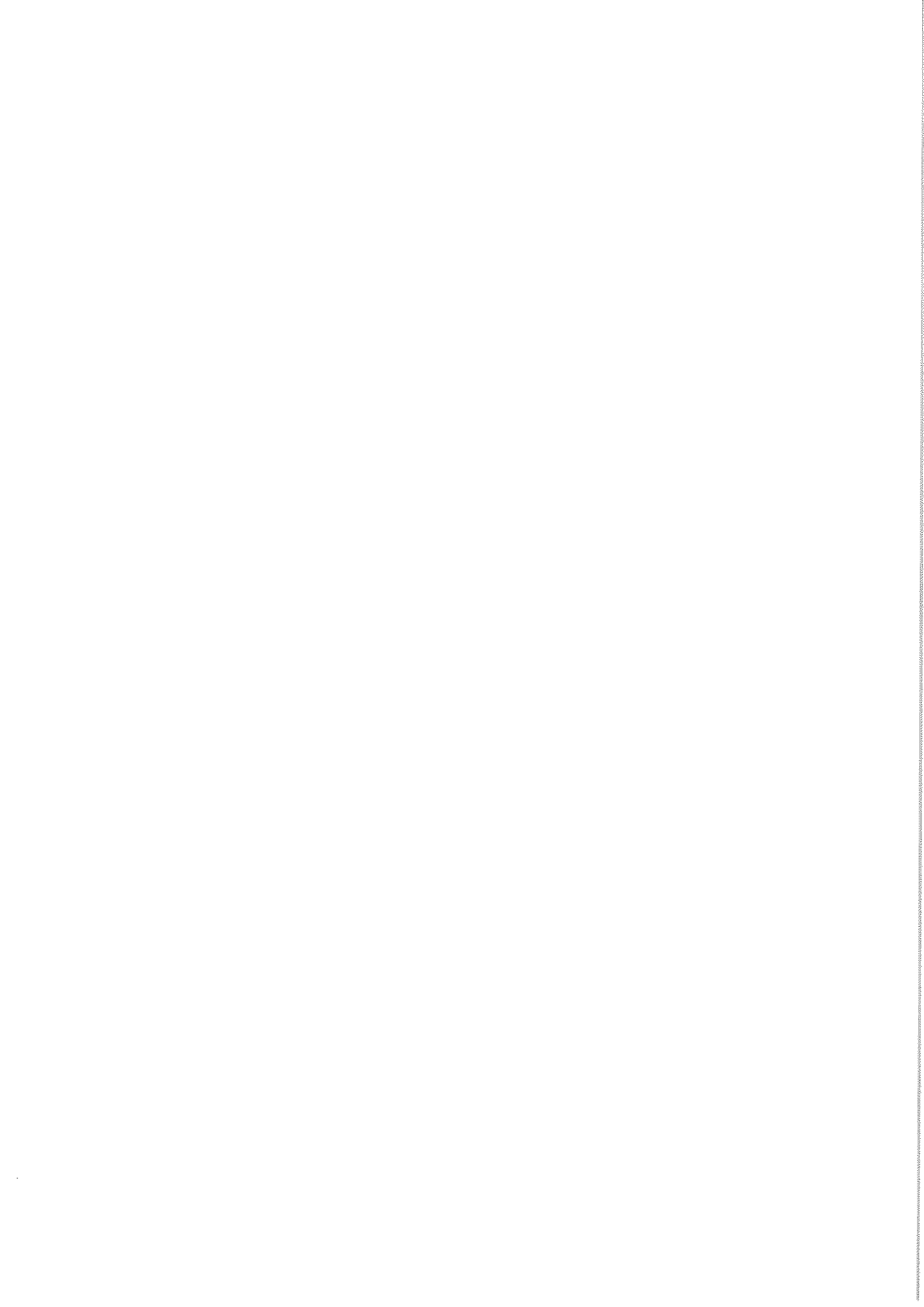
signé par
Mme Sophie BROCAS, Préfète d'Eure-et-Loir

le 26 août 2019

28- Préfecture d'Eure-et-Loir
SG- CCA

Délégation de signature en matière financière au profit de M. Thierry PLACE,
Directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations
d'Eure-et-Loir







**Délégation de signature en matière financière au profit de M. Thierry PLACE
Directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances modifiée,

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics modifiée,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, notamment, son article 34,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 qui modifie le décret de 1962 et fixe les dispositions applicables au recouvrement des créances mentionnées à son article 80,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 et le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu l'arrêté du 4 janvier 2010 portant organisation des services de l'Etat dans le département,

Vu le décret n° 2006-248 du 2 mars 2006 modifié portant création du Centre national pour le développement du sport et la circulaire n° 2007-11 du 03 août 2007 du CNDS concernant la délégation de signature aux délégués adjoints du CNDS et aux personnels des services déconcentrés « jeunesse et sports »,

Vu le décret du 16 février 2017, portant nomination de Mme Sophie BROCAS, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir, à compter du 13 mars 2017,

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2018, nommant M. Thierry PLACE, directeur de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir, à compter du 20 août 2018,

Vu le contrat de service, signé le 19 décembre 2013, entre le Préfet d'Eure et Loir, le centre de service partagé régional (CSPR) et le service facturier (SFACT) de la DRFiP de la région Centre,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRETE

Article 1er :

Délégation de signature est donnée à M. Thierry PLACE, directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir pour procéder, en tant qu'unité opérationnelle (UO) à l'ordonnement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 des BOP ci après :

Fonctions supports :

- BOP 333 : moyens mutualisés des administrations déconcentrés

Crédits d'intervention :

- BOP 104 : Accueil des étrangers et intégration
- BOP 106 : Actions en faveur des familles vulnérables
- BOP 119 : Dotation Politique de la Ville
- BOP 147 : CGET Politique de la Ville
- BOP 157 : Handicap et dépendance
- BOP 163 : Jeunesse et vie associative
- BOP 177 : Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables
- BOP 183 : Protection maladie
- BOP 206 : Agriculture
- BOP 303 : Immigration et asile
- BOP 304 : Lutte contre la pauvreté
- BOP 743 : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions (allocation de reconnaissance des anciens supplétifs)

Délégation est également donnée à l'effet de signer l'ensemble des pièces relatives aux dépenses de la part territoriale des subventions attribuées au titre du CNDS.

Article 2:

Cette délégation porte sur les engagements juridiques (à l'exception des BOP 119 et 147) et comptables, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'Etat.

Article 3:

Toutes les décisions attributives de subventions imputées sur le titre 6 (dépenses d'intervention) de l'ensemble des BOP mentionnés à l'article 1, d'un montant égal ou supérieur à 46 000 euros, sont exclues de la présente délégation.

Article 4 :

Toutes les dépenses imputées sur le titre 5 (investissement) seront soumises au visa préalable de l'autorité préfectorale à la décision d'affectation.

Article 5 :

Sont exclus de cette délégation :

- les ordres de réquisition du comptable public,
- la saisine du Ministère pour obtenir l'autorisation du Ministre chargé du budget,
- le passer outre le refus de visa de l'autorité chargée du contrôle financier déconcentré.

Article 6 :

En application de l'article 44 du décret du 29 avril 2004 susvisé, M. Thierry PLACE peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité par arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n°23/2018 du 17 août 2018.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le directeur départemental des finances publiques d'Eure-et-Loir et le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Eure-et-Loir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir, et entrera en vigueur à compter du 27 août 2019.

Chartres, le 26 AOUT 2019

La Préfète,

Sophie BROCAS



Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet d'Eure-et-Loir

Place de la République, 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."

